

Zeitschrift:	Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse
Herausgeber:	Verband Schweizerischer Privatschulen
Band:	42 (1969-1970)
Heft:	1
Artikel:	La cité de demain
Autor:	Dupont, Emile
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-851898

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La cité de demain

Conférence de Monsieur EMILE DUPONT, ancien président du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève

S'il est un domaine dans lequel le caractère aléatoire ou présomptueux de la prévision apparaît évident, c'est bien celui dont je suis appelé à vous entretenir.

C'est donc avec beaucoup de précautions, avec le sentiment constant du caractère relatif de mon propos, que j'entreprendrai cette exploration.

En effet, si en ce qui concerne notre avenir technique, scientifique et partiellement économique, nous pouvons nous livrer à des supputations basées sur des extrapolations valables, il est évident qu'en ce qui concerne le comportement de l'homme, et c'est là une évidence sur laquelle je n'ai pas à insister devant un milieu d'éducateurs, les éléments psychologiques, moraux, passionnels, échappent aux certitudes des sciences exactes. Pour nous livrer à un tel travail, nous devons procéder à certaines options fondamentales qui dépendent elles-mêmes de notre propre vision de l'homme. Il est certain, le comportement étant conditionné par le milieu, que nous sommes obligés d'admettre dans notre hypothèse une certaine unité de celui-ci. Or, nous sommes encore terriblement éloignés de cette unité de civilisation et de développement que nous supposons réalisée pour nous livrer à des réflexions valables. Si le demain que nous cherchons à définir se situe dans dix ans, dans cinquante ans ou dans un siècle, les conditions mêmes de nos prévisions se trouvent profondément modifiées. C'est pourquoi, le titre donné à cet exposé m'apparaît singulièrement ambitieux. En réalité je ne ferai pas autre chose que de me livrer devant vous, avec vous, à quelques réflexions sur ce que peut être cette cité de demain.

Pour l'essentiel, je m'en tiendrais donc à l'idée encore utopique d'une civilisation que nous souhaitons planétaire et qui tendrait à créer les conditions les meilleures pour la satisfaction des besoins matériels de l'homme et pour la poursuite de son développement intellectuel et moral. Si cette idée apparaît utopique du point de vue de la qualité, je crois par contre qu'elle correspond d'ores et déjà à une tendance affirmée du point de vue d'une similitude certaine sur le plan international. Autrement dit, je pense que nos réflexions seraient sans grand intérêt si nous entendions les limiter par exemple à la seule Suisse.

Nous vivons dans l'actuelle conviction des imbrications profondes entre l'économique, le social et le politique. Nous sommes ainsi très naturellement tentés de partir de l'évolution économique pour en extrapoler les conséquences sociales et politiques. Je dois dire qu'en

ce qui me concerne, je ne m'éloignerai d'ailleurs pas beaucoup de ce mode de raisonnement. Mais nous percevons déjà dans l'immédiat, que certaines des bases de ce raisonnement sont remises en question. Cela ne fait que mieux illustrer la difficulté que nous avons à établir nos prémisses. En effet, il est singulier de constater, contrairement à ce qui paraissait une idée reçue, que certains remettent dès maintenant en cause ce que l'on appelle la société de consommation. Or, la société consommation par le fait qu'elle tend à satisfaire dans la mesure la plus large possible les besoins matériels de l'homme était en fait l'idéal proposé par tous les partis et par toutes les doctrines politiques. Bien sûr, que, selon les tendances, beaucoup n'omettaient pas d'ajouter que c'est à la faveur d'une libération sur le plan matériel que l'homme pourrait accéder à un meilleur développement de sa spiritualité et de sa culture. Reconnaissions cependant que ce n'est pas cet aspect qui constitue l'essentiel de l'arsenal de propagande des partis politiques. Mais les troubles récents, surtout ceux du monde étudiant, montrent que ce processus même est rejeté par certains, d'où déjà une première équivoque quant à nos vues prospectives. N'est-il pas d'autre part aussi singulier et peut-être merveilleux, que les arguments de certains anarchistes et même de certains marxistes rejoignent les arguments mêmes qu'ils prêtaient autrefois aux chrétiens. Ceux-ci étaient en effet accusés de freiner le progrès social. Puisqu'ils croyaient que le bonheur n'était pas de ce monde, ils ne pouvaient s'attacher à une action favorable à l'émancipation de l'homme et à la recherche de son bonheur terrestre. C'est ainsi que les marxistes ont voulu dénoncer, de leur point de vue, la religion comme étant l'opium du peuple. Or, c'est de ces milieux, nourris à l'origine de la pensée marxiste, ou des milieux intellectuels qui s'affirment indépendants de toute idéologie religieuse, que surgit maintenant la contestation de la valeur du bien-être matériel. J'avouerai pour ma part, même si ce fait suscite en moi quelque ironie, qu'il suscite encore plus une satisfaction et un espoir, encore que je sois point d'accord sur les conclusions auxquelles les tenants de ces doctrines voudraient nous conduire.

Ces différentes constatations, si elles nous incitent à une prudence accrue, ne sauraient nous dispenser d'envisager ce que peut être la société future. Ce futur se situe, dans notre hypothèse, à une date indéterminée et qui dépendra d'une évolution générale. Nous sommes donc, et nous l'avons déjà dit, appelés pour établir nos

prévisions à faire des choix. Ces choix, bien sûr, sont fortement influencés par notre optique personnelle, par l'opinion que nous avons de l'homme, de l'humanité et de leur devenir. Si nous faisons confiance à l'homme, nous devons croire à ses possibilités d'évolution personnelle et collective. Nous devons croire que de plus en plus il sera sensible à une forme de morale qui ne peut pas demeurer strictement individualiste. Après celle-ci, l'homme doit accéder à une morale sociale, à une morale qui influence son comportement par rapport aux besoins et aux sentiments des autres. Vous me direz que cela découle déjà des règles même de la morale et que ce n'est pas une découverte de le signaler. Je vous le concède, mais je constate que d'une manière générale et dans les faits, il y a un fossé entre ces deux aspects d'une même exigence. Et pourtant, c'est seulement par ces voies que nous parviendrons à une forme de démocratie où l'égoïsme ne sera pas le moteur du comportement. Je dis démocratie car je pense qu'il n'est pas de régime stable et durable en dehors du pouvoir d'une majorité qui établit sa loi, mais dans des conditions telles que celle-ci soit acceptée par des minorités dont les droits fondamentaux devront toujours être respectés. Je ne vois pas que les régimes basés sur la force, sur l'oppression, sur la dictature de groupes ou de personnes, puissent permettre le développement harmonieux d'une société. La dictature et le pouvoir personnel sont basés sur un mépris avoué ou inconscient de l'homme. Dans la mesure où de tels régimes ne reposent pas sur la seule force, ils supposent tout au moins une démission du citoyen qui représente la pire forme de son avilissement. La servitude acceptée est la plus humiliante pour l'homme.

C'est une des graves lacunes des démocraties que cet espèce de vertige qui s'empare du citoyen devant les grands problèmes. C'est pourquoi dans les moments difficiles et par une véritable abdication, il est tenté de s'en remettre à des hommes dits providentiels. C'est aussi une escroquerie de beaucoup de dirigeants de laisser croire au peuple que seule une élite, et encore est-elle choisie, est à même de leur apporter les réponses à des questions essentielles. Un peuple n'est pas profondément démocrate qui ne se sent pas capable de porter son poids personnel de responsabilités dans la conduite de la société.

La grande tâche de notre époque est donc, et vous le savez bien, Mesdames et Messieurs, une tâche d'éducation, de formation première, et à cela vous êtes très sensibles, mais aussi de formation permanente, non seulement sur le plan du savoir, mais sur le plan de l'éducation au sens le plus élevé du terme. Si nous analysons les causes de troubles dont notre époque est prodigue, nous constatons bien que derrière tous les grands mots, les justifications plus ou moins improvisées, se retrouvent en permanence, mais transposées sur le plan politique, nos passions et nos faiblesses.

Nous avons parlé de conscience sociale. Déjà aujourd'hui et sur des points très divers, nous pourrions illustrer bien des insuffisances à cet égard. Pour prendre

certains aspects pratiques et qui peuvent apparaître terre à terre, nous constatons par exemple que la circulation automobile est devenue un fléau causant des ravages de plus en plus considérables par les vies humaines qu'elle sacrifie, par les ruines qu'elle cause dans les vies familiales. Ne pensez-vous pas que c'est réellement un problème de morale que d'enseigner à l'automobiliste, à cet automobiliste qui certainement ne tuerait pas de sang-froid si on lui mettait un revolver dans la main, qu'il est pourtant un assassin en puissance à partir du moment où il méprise les règles les plus élémentaires de la prudence? Ne pensez-vous pas que le fraudeur fiscal qui délibérément atteste comme étant juste et véridique une déclaration qu'il sait fausse, non seulement, mais vole la collectivité? Cette collectivité qui lui fournit par les équipements culturels, hospitaliers, routiers, par la prévoyance sociale des éléments de confort dont il profite directement.

Que dire encore des passions auxquelles se laissent aller les foules, des violences, des voies de fait et des haines qui, en leur sein, se donnent libre cours? Ce sont ces sentiments et ces impulsions qui développent le nationalisme, le chauvinisme, la xénophobie, le racisme. Et vous le savez bien, et vous l'avez constaté vous-mêmes, les gens apparemment les plus censés se laissent emporter sur certains sujets à des passions qui, lorsqu'elles se multiplient deviennent homicides.

Çà n'est pas par souci d'un rôle de moraliste, que je serais bien inapte à remplir connaissant mes propres faiblesses, que je vous livre ces réflexions, mais c'est parce que je crois profondément que si l'on n'analyse pas ces différents phénomènes, si l'on ne cherche pas à leur porter remède, la société dont nous rêvons reposera sur une base d'argile.

Les peuples eux aussi seront appelés à comprendre et à admettre que le développement économique est lié également au respect de règles juridiques qui elles-mêmes devraient toujours reposer sur un concept moral.

Une économie saine par exemple suppose le respect des contrats entre les individus, mais elle suppose aussi le respect de ceux qui lient les nations entre elles. Ce qui se passe actuellement dans les pays en voie de développement est d'ailleurs symptomatique et éclaire de façon très crue les insuffisances d'un système où l'on n'a trop souvent en vue que le seul critère économique. On imagine qu'il suffit de poursuivre l'industrialisation d'un pays pour le voir accéder à un plus grand bien-être et par ce plus grand bien-être lui permettre de s'élever culturellement et moralement. Or, on constate à l'évidence que ce minimum bien relatif de civilisation qu'ont acquis certains pays est le fruit d'une longue transformation historique. C'est dire que les racines du développement économique doivent plonger dans un terrain déjà soigneusement défriché. Ce terrain c'est, je le répète, l'admission de règles juridiques de base, la confiance en un système communautaire qui est fonction lui-même du sérieux et de l'honnêteté des gouvernants, le respect aussi des traités, que

ces traités soient relatifs aux relations diplomatiques, à la sécurité sociale, aux droits et devoirs des étrangers, à la liberté des échanges ou à celle des paiements. C'est toute cette structure qui différencie l'état civilisé de l'état sauvage. Mais nous savons que même dans les états dits civilisés, il reste encore bien des erreurs à corriger et bien des insuffisances à pallier. Si nous admettons à la fois comme une certitude et comme une nécessité le développement économique, nous sommes aussi conscients que ce développement n'engendre pas que le bien-être matériel mais qu'il donne des possibilités de lutte contre la misère, l'ignorance, la maladie. C'est ignorer à la fois la nature humaine et les réalités que d'affirmer que la recherche du confort matériel est incompatible avec le développement culturel ou spirituel. C'est par une simplification arbitraire que d'aucuns prétendent que ces deux tendances sont inconciliables. Au contraire, c'est par leur synthèse que l'on peut concevoir une société à la taille de l'homme. La nature de ces conceptions de base sera d'ailleurs elle-même remise constamment en question. En effet dans le domaine des besoins, si nous considérons l'évolution de ceux-ci simplement depuis le début du siècle, nous constatons, et les exemples sont trop présents à vos esprits pour que je les cite, que ce qui était hier superflu est devenu aujourd'hui nécessaire. Enfin, la soif de culture se fera plus intense et plus intenses aussi et plus efficaces les moyens de la satisfaire. Le terme même de culture devra être repensé. Il faudra que l'homme assimile, non pas forcément davantage de connaissances mais que ces connaissances soient équilibrées dans le choix et généralisées. La société dans laquelle l'homme vivrait dominé et quasiment asservi par des techniques qui seraient pour lui insaisissables en ferait un aliéné. C'est dire que le vieil adage selon lequel à l'école on apprend à apprendre sera toujours plus vrai et le sera même de façon impérieuse.

Lorsqu'on parle de formation permanente, de recyclage, c'est bien sûr de cela qu'il s'agit sur le plan des activités individuelles, mais cela doit devenir aussi une réalité sur le plan de la connaissance générale. Je sais bien que l'on peut, et c'est ce que je fais en ce moment, émettre ce principe sans être capable actuellement de définir avec certitude les programmes qui permettront cela. Je pense que le vieux fonds de culture générale qui constituait la base même du savoir de l'honnête homme devra être revu, modifié, adapté de façon révolutionnaire.

Cet inventaire serait incomplet si je ne soulignais aussi, après tant d'autres, que le progrès technique conduisant à l'augmentation de la durée des loisirs, l'utilisation de ceux-ci marque aussi le caractère indispensable de cette évolution.

*

Dans une société où le problème d'un minimum vital élevé pour tous aurait été réalisé, quels seraient alors les rapports entre l'individu et l'Etat, comme aussi les rapports entre les individus eux-mêmes et les groupes

auxquels ils appartiennent? Pour que l'évolution que nous envisageons produise des effets bénéfiques, il faudra que cesse l'antagonisme avoué ou larvé qui existe entre l'individu et l'Etat. Dans notre monde moderne, et bien sûr avec des nuances et même plus que des nuances entre les différentes nations, le citoyen considère l'Etat comme une entité à laquelle loin de se croire assimilé, il se sent plutôt soumis. Avec le fabuliste il pense de l'Etat: «Notre ennemi, c'est notre maître». Par quelles transformations faudra-t-il passer pour que ces rapports s'établissent sur d'autres bases? Il y a bien sûr d'une part, et nous l'avons abondamment dit, l'accession à une conscience sociale qui rendra le citoyen sensible autant à ses devoirs qu'à ses droits. Mais ceux qui gouvernent ont aussi une rude évolution à faire. Cette évolution doit reposer, c'est certain, sur les mêmes concepts que nous souhaitons voir adoptés par les citoyens. Par la même formation, par un développement de l'esprit de service qui doit se substituer toujours plus à la vaine recherche des honneurs. Mais je pense qu'il est bien superflu de s'étendre sur ce sujet, car si nos réflexions sur l'évolution des citoyens sont valables, elles le sont automatiquement pour ceux dont les actes doivent être l'émanation de leurs volontés. Entre le citoyen et les gouvernants, il y a ce corps qui prend une importance croissante et qui est l'administration. De ce côté-là, la tâche est particulièrement grande. Il faudra parvenir à une transformation radicale de la formation des fonctionnaires, de l'état d'esprit qui doit les animer et aussi à une révision des compétences telle que la rapidité des décisions crée le sentiment et la réalité du contact direct entre le citoyen et l'Etat. Cette remarque ne constitue nullement une critique qui serait abusive de ceux qui forment actuellement l'administration. Cette révolution dans les méthodes ne dépend pas des fonctionnaires quant à sa conception. Il s'agit d'une révolution de caractère politique qui doit être voulue par les citoyens et réalisée par les gouvernants. On sent déjà dans la plupart des pays cette inadaptation à une situation elle-même en pleine évolution. Dans le monde moderne, l'Etat se trouve au cœur de tant de problèmes que des symptômes de paralysie sont déjà visibles aux yeux de l'observateur lucide. L'administration doit être un lien entre le gouvernement, qui lui-même doit être animé par une pensée politique, et la masse des citoyens. Or, l'administration tend à devenir un mur auquel se heurte l'administré, alors qu'elle devrait constituer un vaste réseau de communication, de décisions, comme aussi d'informations. Une administration qui devient une fin en soi peut être à l'origine d'une véritable décadence de l'Etat.

*

Lorsqu'on veut se livrer à des vues prospectives de cette nature, il est bien évident que la meilleure méthode consiste à sonder le passé, à tâcher de trouver en lui les éléments d'appréciation des évolutions futures. Ce mode de faire nous obligerait à une telle rétrospective que celle-ci déborderait très rapidement le

cadre de mon sujet et le temps qui m'est dévolu pour le traiter. Au surplus, si l'on ne peut ignorer les enseignements de l'histoire, force est de reconnaître que l'évolution actuelle a modifié de façon si considérable les bases même du comportement de l'homme sur le plan collectif que ces enseignements doivent être encore interprétés et adaptés avec une prudence infinie. Vous me permettrez cependant de souligner que c'est avec l'avènement de l'ère industrielle qu'a commencé à se poser en des termes différents, plus précis et aussi plus impératifs le problème des relations de l'individu avec l'Etat et cela par la prise de conscience des masses quant à leurs possibilités d'intervention. Considérant que nous ne sommes qu'au début d'une transformation profonde de nos conditions de vie, nous sommes bien en droit d'éprouver quelque scepticisme à l'égard de ceux, quelles que soient leurs tendances, qui avaient crû pouvoir déceler dès l'origine les lignes de force de cette évolution. C'est ainsi que notre monde vit depuis plus d'un siècle sur des oppositions qui faussent complètement le débat parce qu'elles apparaissent maintenant dépassées et arbitraires. J'ai déjà dit ce que je pensais de l'opposition entre l'esprit et la matière, alors que l'homme est l'un et l'autre. Sur le plan collectif, on a voulu pendant longtemps ne concevoir la cité que dominée soit par le libéralisme, soit par l'étatisme. Là encore, l'opposition est apparente et elle aussi dépassée. Elle peut fournir des thèmes à des discussions démagogiques mais je crois qu'on s'orientera de plus en plus vers une société où les droits de l'Etat, par les tâches même qu'on lui impose, seront en bien des secteurs accrûs. Par contre, il n'y a nulle incompatibilité à une collaboration entre les milieux privés et l'Etat. Je pense même que cette collaboration deviendra un des piliers de la société de demain. Les milieux de l'économie privée sont parfaitement susceptibles de se détacher de la loi absolue du profit et je pense que si l'on fait confiance à la maturité du salarié, on parvient par une même évolution, à pouvoir faire confiance à celle des chefs d'entreprise. Les exemples sont déjà évidents de l'échec total de la nationalisation à outrance, de même que la révolution industrielle a apporté la démonstration de la nocivité du libéralisme absolu. Ces considérations ne doivent point être interprétées comme tendant à la recherche à tout pris d'un compromis entre des thèses opposées. Il s'agit-là d'une autre voie, originale, qui réclamera de ceux qui voudront bien la suivre autant d'enthousiasme, l'abnégation, de volonté qu'en font preuve les tenants d'autres idéologies. Ces différentes transformations aboutiront-elles à une espèce de doctrine commune qui ferait que tous les hommes seraient rassemblés dans une même famille spirituelle? Ce ne sera certainement pas, et je pense que ce n'est pas souhaitable, mais il est évident bien que des sources d'antagonisme au sein de la société actuelle disparaîtront. C'est ainsi qu'il n'est pas abusif à mon sens de penser que ce qui constitue l'essentiel de nos luttes politiques d'aujourd'hui aura disparu. Je ne crois pas que dans le monde de demain, le problème des

oppositions de classes joue le rôle qu'il a joué dans le passé et qu'il joue encore actuellement. Je ne pense pas que les programmes des partis politiques continueront à faire une aussi large part à des revendications dites sociales mais reposant souvent uniquement sur des avantages de caractère pécuniaire.

J'ai parlé de partis politiques et tout naturellement certains se demanderont si nous n'allons pas au devant de leur disparition. Dans leurs structures et leur formation actuelles je pense bien que ce sera le cas. Mais peu importe le terme employé. Les hommes éprouveront toujours le besoin et la nécessité de se regrouper par familles spirituelles, intellectuelles, religieuses, doctrinaires. Il est bien certain que si nous pensons que la société de demain doit être toujours plus démocratique, elle ne pourra s'organiser de façon anarchique, il faudra bien que les magistrats élus le soient sur la base d'un programme et que les lois soient le reflet d'un consensus aussi vaste que possible. On peut ainsi se poser la question de savoir de quoi seront constitués dans le futur les centres d'intérêt. Sur quoi les hommes seront-ils unis, mais aussi sur quoi seront-ils divisés? Je l'ai déjà dit, je pense que les chocs et les oppositions de caractère social dans la forme où nous les connaissons aujourd'hui, devraient disparaître. A cet espoir, il y a plusieurs motifs. D'une part, la société de demain doit parvenir à donner à tous davantage de bien-être. On ne saurait nier que dans la société occidentale, ce processus soit déjà sérieusement engagé. L'histoire de la condition ouvrière depuis un siècle en constitue un témoignage frappant. Cela sur le plan individuel. Mais que l'on mesure aussi ce que l'Etat apporte à l'individu en culture, en sécurité sociale, en soins hospitaliers, en possibilité d'utilisation des loisirs et l'on constatera que par le truchement de l'impôt, on parvient à une véritable redistribution de la richesse. En outre, les priviléges dus à la naissance iront en s'atténuant. La fortune et le revenu seront mieux répartis. Nous en avons déjà la preuve dans le monde actuel où la fortune ne subsiste que difficilement au-delà de plusieurs générations si elle n'est pas maîtrisée et utilisée avec intelligence et discernement. Non seulement son acquisition, mais son maintien nécessite de celui qui la détient un effort constant. On constate de plus en plus que dans le cadre des grandes sociétés anonymes, le directeur n'est pas le propriétaire de la firme et que n'importe qui, possédant le savoir et l'intelligence, peut aspirer à une telle situation. De plus en plus ceux que l'opinion publique a encore l'habitude d'appeler des industriels, des banquiers, des hommes d'affaires, ne sont la plupart du temps que des salariés à un échelon supérieur, voire très supérieur, cela ne change rien à la réalité du fait. En outre, le brassage des couches sociales par les mariages, par la facilité des déplacements, est aussi un élément qui contribue à une plus équitable répartition des chances de chacun. Et enfin le fait déjà admis que par la généralisation de l'instruction et de la culture les possibilités de tous seront améliorées et égalisées.

Nous avons fait allusion au problème des loisirs, au sens le plus large du terme. En effet, il apparaît que dans le cadre de l'évolution générale de l'économie, nous sommes déjà engagés dans la voie d'une réduction continue de la durée du travail. D'ailleurs, cette constatation peut être faite avec d'autant plus de certitude qu'elle est la suite d'une évolution dont les origines sont si lointaines qu'il y a peu de risques à en prévoir l'accentuation. Tous les sociologues s'accordent à penser que l'homme ne saurait considérer ses loisirs uniquement dans le sens du repos. Il est permis d'imaginer qu'il pourra parvenir à avoir, outre le repos qui lui est indispensable, deux genres d'activité. L'une destinée à lui procurer sa subsistance et l'autre à lui permettre son perfectionnement professionnel ou l'amélioration de sa culture et cela à des fins purement personnelles comme aussi à des fins de changement de situation. Nous avons remarqué tout à l'heure que sur le plan matériel la notion du besoin était d'une relativité étonnante et que de ce fait elle était en constante évolution. Il en ira de même du besoin de s'instruire. De nouveaux désirs se manifesteront qui seront forcément à l'origine de luttes, de contestations et d'affrontements. Nous constatons ainsi depuis la fin de la dernière guerre déjà l'irruption dans le domaine public de quantités de problèmes autrefois ignorés du plus grand nombre. C'est ainsi par exemple que jusque dans la masse on est profondément sensible à tout ce qui touche à l'enseignement à tous les degrés, y compris, et cela est nouveau, le degré universitaire. Nous constatons une prise de conscience qui va dans le sens que nous pouvons souhaiter dans une véritable démocratie. Il est bien évident que cela ne va pas et n'ira pas sans heurts, sans incompréhension et sans démagogie. Mais c'est par ces pénibles et parfois douloureux cheminements que se constituent toujours les prises de conscience, qu'elles soient individuelles ou collectives. Nous ne faisons ainsi qu'entrevoir les multiples intérêts qui seront ceux de l'homme de demain et par là même du citoyen de demain. Une instruction plus généreusement dispensée et plus aisément reçue ne sera pas simplement une fin en elle-même, mais elle provoquera chez l'homme une meilleure compréhension du rôle et de l'importance des évolutions culturelles qu'elles soient artistiques ou scientifiques. Ayant compris l'influence de cette évolution sur sa vie propre, il y voudra un intérêt plus attentif. Il pourra souhaiter ou redouter les développements de telles découvertes. Nous le constatons bien aujourd'hui-même lorsqu'on soulève le problème de la recherche nucléaire, qui peut être en même temps source d'anéantissement ou au contraire source de nouveaux moyens pour libérer davantage l'homme des besognes serviles.

C'est un phénomène déjà constaté que les voyages étant plus aisés et plus économiques, la connaissance des langues plus répandue, les hommes se connaîtront davantage. Je ne crois pas être exagérément optimiste en disant que se connaissant davantage, ils s'aimeront mieux. De là viendra que le domaine de la politique

étrangère, domaine réservé à quelques spécialistes s'il en fût, sera davantage contrôlé, senti et voulu par l'ensemble des peuples. A certains égards, et sans vouloir en tirer des conclusions abusives, il est évident que le monde entier a été, et demeure, frappé par l'extraordinaire tenue du peuple tchécoslovaque devant l'en-vaisseur. Peut-être penserez-vous qu'il s'agit là d'une satisfaction bien platonique. Il faudra laisser faire l'histoire pour savoir quelle en sera la conclusion. Mais en tout cas, une telle attitude ne peut être que la conséquence d'une prise de conscience collective impressionnante. Je me rends bien compte que les exemples que je donne peuvent apparaître fragmentaires et même discutables, mais je ne pense pas que l'on puisse nier qu'ils donnent des indications de nature à nous faire réfléchir.

Si nous résumons ces dernières constatations, nous remarquons donc que le citoyen de demain aura des préoccupations en grande partie nouvelles et différentes de celles du citoyen d'aujourd'hui, ce qui apparaît presque un truisme. Mais je pense qu'il en aura suffisamment et de nature assez élevées pour pouvoir se passionner, pour pouvoir aussi à l'occasion lutter pour le triomphe de certaines conceptions. Il ne serait pas raisonnable d'imaginer un monde d'où la contestation serait bannie. Ce que par contre l'on doit souhaiter, c'est que cette contestation ait toujours lieu dans le respect de l'opinion des autres, tout recours à la force étant exclu. Certains, dans des exposés ou des écrits qui relèvent quelque peu de la science-fiction, imagine-raient assez volontiers pour l'avenir un monde de robots dont l'asservissement serait accepté et qui seraient livrés tout entiers aux décisions de quelques hommes, voire de quelques «computers». C'est nier la nature même de l'homme que de croire qu'une quelconque fatalité puisse l'entraîner à celà. Il me semble au contraire que malgré les prophètes de mauvaise augure, l'homme étant toujours plus conscient, plus maître de lui, vivra dans une société au sein de laquelle il voudra toujours plus assumer ses responsabilités. Mais c'est dire aussi que je ne crois pas à l'établissement d'une société idyllique où toutes les thèses se rejoindraient et où l'accord serait tel que les divergences et leurs conséquences seraient exclues. D'ailleurs, vous en conviendrez avec moi, une telle société serait ennuyeuse. Il y aura donc toujours des regroupements qui se produiront en vertu d'affinités, de tendances. Ce serait vouloir jouer au prophète que de définir quels seront les mobiles et les causes de ces regroupements. Mais je suis persuadé, je l'ai déjà dit, que les problèmes sociaux tels que nous les posons aujourd'hui ne joueront plus un grand rôle dans ces regroupements.

Quant à l'organisation de l'Etat et à la création du cadre dans lequel s'exerceront les droits du citoyen, là encore nous pouvons poser de nombreux points d'interrogation. Tout d'abord, même si cela peut paraître choquant à d'aucuns, le patriotisme prendra certainement une autre forme. En tout cas, il ne devrait pas être un sentiment qui, par l'amour de notre propre patrie, nous

conduise à nous méfier des autres ou à ne pas les aimer. Disons donc clairement que l'attachement à notre sol, à notre pays, à son passé, à son histoire, à notre langue, ne saurait être retenu comme des éléments incompatibles avec l'attachement à une plus grande patrie. De même qu'il est erroné de prévoir un développement de la société basé sur ses structures actuelles, il est tout aussi erroné de l'envisager dans le cadre strict des frontières politiques que nous connaissons. Cela impliquera des abandons de souveraineté et impliquera aussi une harmonisation des structures politiques et des institutions. Ces problèmes sont déjà posés par l'intégration européenne. Nous nous rendons compte ainsi de la difficulté de revenir sur des notions traditionnelles. Il semble que certains, et je pense en ce moment à nous autres Suisses, soient saisis de vertige à l'idée que celles-ci puissent être révisées ou abandonnées.

Nous avons parlé de la formation du citoyen face à l'Etat. Nous savons que cette formation sera longue et pénible. Mais il y aura aussi une autre formation qui s'avère aussi longue et aussi pénible, celle aux renoncements à consentir pour aplanir les frontières, pour abolir le nationalisme, pour harmoniser nos coutumes et nos lois avec celles des autres.

Lorsque nous parlons d'un épanouissement de la démocratie, il n'est pas nécessaire d'envisager celle-ci sur le modèle suisse, avec des possibilités de consultations populaires sur tous les sujets. Certains pourront même penser que cela ne constitue pas forcément l'expression la plus parfaite de la démocratie. Par contre, si la formation du citoyen va dans le sens que nous souhaitons, si son sens des responsabilités est aigu, sa volonté d'intervention et son action se développeront tout naturellement aux différents échelons où se prennent les décisions. Cela, il faut bien le dire, implique une condamnation du fonctionnement actuel des partis politiques au sein desquels, on ne saurait le nier, de petits comités influencent de façon souvent déterminante et parfois abusives les décisions à prendre. Encore faut-il ajouter que ceux qui constituent les troupes fidèles, ce qu'on appelle la base militante des partis politiques, sont eux-mêmes une minorité au sein de la population. Mais il est vrai aussi que dans l'état actuel des choses, on ne saurait faire grief à des dirigeants de paraître parfois imposer leurs vues car ils ont le sentiment d'un certain manque d'intérêt de l'ensemble de la population pour la chose publique. Ils éprouvent un sentiment de solitude qui n'est pas favorable à l'exercice du pouvoir. C'est dire que les torts sont loin d'être unilatéraux et que le dialogue que, nous souhaitons se créera par une amélioration générale du sens des responsabilités des uns et des autres.

Si nous voulons faire la synthèse de ces quelques réflexions, nous aboutissons à la conclusion que l'Etat de demain sera certainement différent de celui d'aujourd'hui par la dimension géographique. Des confédérations, des fédérations se formeront, peut-être même des fusions. Parallèlement se sera développé et se développera un nivelingement vers le haut de la condition sociale.

Ce nivelingement fera perdre son acuité et même sa réalité aux oppositions de classe. Une nouvelle forme de culture générale sera dispensée afin que le citoyen soit réellement intégré au monde dans lequel il vit. Des esprits plus ouverts et mieux formés s'ouvriront à de nouvelles aspirations. Dans la structure même de l'Etat et sous peine de sombrer dans le chaos, celui-ci devra réviser ses méthodes de gouvernement, apprendre la rapidité et la diversification dans la décision, apprendre aussi à développer le contact par une information permanente et de qualité.

Parvenu au terme de mon propos, je me rends cruellement compte de son insuffisance. En effet, je suis conscient qu'il repose pour beaucoup sur l'imagination et sur l'espérance. Je l'ai déjà dit et vous m'excuserez de le répéter, selon la foi ou la méfiance que vous avez en l'homme, ce monde de demain vous apparaîtra totalement différent. Pour ma part, j'avoue que je suis animé par l'espérance, je vais même jusqu'à penser que sans celle-ci tout propos sur l'avenir de l'humanité ne peut apparaître que comme une vision d'apocalypse. L'espérance ne saurait être assimilée à l'utopie, elle doit demeurer basée sur ce que nous savons de l'homme, de ses forces et de ses faiblesses. Je suis toujours extrêmement surpris de la rapidité avec laquelle beaucoup prétendent tirer des conclusions définitives sur la base d'expériences trop courtes, sur la base d'échecs momentanés. Je pense en ce moment à l'incompréhension dont on peut faire preuve à l'égard d'organisations internationales dont les travaux, même avec beaucoup d'échecs, représentent cependant les étapes d'un cheminement douloureux vers un monde meilleur. Nous trouvons dans notre passé même des raisons d'espérer et c'est dire que celles ne sont pas utopiques. En effet, si nous considérons l'évolution de notre petite patrie, nous constatons qu'à travers bien des vicissitudes, elle a su dominer ses divergences internes, que notre constitution est le reflet remarquable de vingt-cinq souverainetés cantonales acceptant de se soumettre à la loi de la majorité. Et cela nous l'avons assimilé et compris alors que de grandes nations en sont encore au balbutiement de cet entendement.

Il va de soi cependant que contrairement à notre hypothèse de départ, on ne saurait imaginer le monde entier se livrant simultanément à cette évolution. Je n'ignore pas les énormes points d'interrogation que constituent la Chine, la Russie, les pays sous-développés, au sujet desquels il apparaît vain de vouloir masquer, par des artifices verbaux ce qu'est leur véritable état. On assiste donc à des évolutions qui ne seront pas concordantes. Les fédérations de nations s'opéreront de préférence entre celles ayant des affinités non seulement par une évolution économique semblable, mais aussi par leur conception des rapports humains. C'est dire qu'il y a là un grand risque de voir se créer un état de fait qui par le regroupement de certains pourrait conduire à des divergences plus grandes avec d'autres. C'est par le développement du sens de la solidarité qu'un tel danger pourra être évité.

Kantonsschule Zürich Literargymnasium Zürichberg

Unter dem Vorbehalt der Bewilligung durch die Oberbehörden sind auf den 16. Oktober 1969 am Literargymnasium Zürichberg (Rämibühl) folgende Lehrstellen zu besetzen:

1 Lehrstelle für Alte Sprachen

(Latein und Griechisch)

1 Lehrstelle für Französisch

1 Lehrstelle für Geschichte

1 Lehrstelle für Mathematik

(Die Lehrstellen für Französisch u. Geschichte können mit einem andern Fach kombiniert werden.)

Allfällige Bewerber müssen über Lehrerfahrungen auf der Mittelschulstufe verfügen. Wahlvoraussetzung ist ein akademischer Studienabschluß und der Erwerb des zürcherischen Diploms für das höhere Lehramt oder eines gleichwertigen Ausweises.

Anmeldungen sind bis Montag, 5. Mai 1969, dem Rektorat des Literargymnasiums einzureichen (Schönberggasse 7, 8001 Zürich), das auch Auskunft über die beizulegenden Ausweise und über die Anstellungsbedingungen erteilt (Telefon 051 32 36 58).

Kantonale Handelsschule Winterthur

Auf den 16. Oktober 1969 sind an der Maturitäts- und Diplomabteilung der Kantonalen Handelsschule Winterthur folgende Hauptlehrerstellen zu besetzen:

1 Lehrstelle für Englisch

und ein weiteres Fach

1 Lehrstelle für Geographie

und ein weiteres Fach (eventuell auch Turnen)

Die Bewerber und Bewerberinnen müssen Inhaber des zürcherischen oder eines gleichwertigen Diploms für das höhere Lehramt sein oder ausreichende Ausweise über wissenschaftliche Befähigung und Lehrtätigkeit auf der Mittelschulstufe besitzen.

Das Rektorat der Kantonale Handelsschule Winterthur (Postfach, 8401 Winterthur), dem die Anmeldungen bis zum 15. Mai 1969 zuzustellen sind, erteilt schriftlich Auskunft über die einzureichenden Ausweise und die Anstellungsbedingungen.

Die Erziehungsdirektion



Primarschule Liestal

Auf Frühjahr 1970 sind an unserer Primarschule

Lehrstellen an der Unterstufe 2 Lehrstellen an der Mittelstufe

neu zu besetzen.

Besoldung:

Lehrerin	Fr. 18 300.— bis Fr. 25 180.—
Lehrer	Fr. 18 780.— bis Fr. 26 310.—
verh. Lehrer	Fr. 19 100.— bis Fr. 26 735.—
plus Kinderzulage pro Kind	Fr. 680.—
Haushaltzulage	Fr. 700.—

Die Löhne verstehen sich alle mit Orts- und Teuerungszulage.

Auf Herbst 1969 ist die Stelle einer

Handarbeitslehrerin

neu zu besetzen.

Besoldung: Fr. 16 440.— bis Fr. 23 150.—
Orts- und Teuerungszulage sind inbegriffen.

Die Schulgemeinde ist den Bewerbern bei der Be-
schaffung der Wohnräume behilflich.

Die Bewerbungen sind mit Photo, Lebenslauf, Referenzen usw. bis 17. Mai 1969 an den Präsidenten der Primarschulpflege Liestal, Herrn Dr. P. Rosenmund, Mattenstraße 7, 4410 Liestal, zu richten.

Primarschulpflege Liestal

Kanton Aargau

Die Stelle des

Direktors

der Erziehungsanstalt Aarburg

ist neu zu besetzen.

Die Erziehungsanstalt Aarburg beherbergt 80 schulentlassene, männliche Jugendliche, die durch die Jugendstraf- und Vormundschaftsbehörden eingewiesen werden. Der Direktor hat sich vorab mit den Problemen der Nacherziehung dieser Zöglinge zu befassen. Sodann obliegt ihm die organisatorische Leitung des ausgedehnten Anstaltsbetriebes mit verschiedenen Gewerben (Lehrwerkstätten und Landwirtschaft). Die teilweise Mitarbeit der Ehefrau ist erwünscht.

Wir suchen eine vielseitige, gut ausgewiesene Persönlichkeit. Gehobene Ausbildung und Praxis sind Voraussetzung, können sich aber auf einen weiten Bereich beziehen (Schulwesen, Betriebsleitung usw.). Je nach Vorbildung und Praxis ist die Einreihung in die oberste kantonale Besoldungsstufe möglich. Eine großzügige Dienstwohnung steht zur Verfügung.

Nähtere Auskünfte erteilt die Justizdirektion des Kantons Aargau, 5001 Aarau. Bewerbungen sind an dieselbe Amtsstelle handschriftlich einzureichen, mit Unterlagen über Ausbildung und bisherige Tätigkeit.

Schulgemeinde Oberengstringen

Auf Beginn des Schuljahres 1969/70 sind an unserer Schule

1 Lehrstelle an der Unterstufe

1 Lehrstelle an der Mittelstufe

sowie

1 Lehrstelle an der Oberstufe (Realschule)

zu besetzen.

Die freiwillige Gemeindezulage, die bei der kantonalen Beamtenversicherungskasse versichert ist, entspricht den gesetzlichen Höchstgrenzen. Das erste

Maximum wird nach 8 Dienstjahren erreicht, wobei auswärtige Tätigkeit angerechnet wird.

Wir haben sehr gute Schulverhältnisse und moderne Schulanlagen an der Stadtgrenze von Zürich. Die Schulpflege ist bei der Suche nach einer geeigneten Wohnung gerne behilflich.

Wer Freude hätte, zusammen mit einer aufgeschlossenen Schulbehörde und einer kollegialen Lehrerschaft am weiteren Aufbau unserer Schule mitzuwirken, wird eingeladen seine Anmeldung unter Beilage der üblichen Ausweise und eines Stundenplanes so bald als möglich dem Präsidenten der Schulpflege, Herrn Jürg Cavatton, Im Rehpark 4, 8102 Oberengstringen, einzureichen.

Stellenausschreibung

Beim Kinderpsychiatrischen und schulpsychologischen Dienst des Kantons Solothurn ist die Stelle eines

Schulpsychologen

zu besetzen. Die Tätigkeit umfaßt schulpsychologische und allgemein kinderpsychologische Erziehungsberatung.

Wahlvoraussetzung ist ein abgeschlossenes Hochschulstudium als Schulpsychologe oder Erziehungsberater.

Nähtere Auskunft erteilt die Leitung des Kinderpsychiatrischen und schulpsychologischen Dienstes, Bielstraße 9, Solothurn, Telefon 065 3 03 03.

Anmeldungen sind bis zum 24. April 1969 dem kantonalen Personalamt in Solothurn einzureichen. Der Anmeldung sind die Ausweise über die Studien und die bisherige praktische Tätigkeit, ein ausführlich geschriebener Lebenslauf und ein Leumundszeugnis beizulegen.

4500 Solothurn, den 31. März 1969

Kantonales Personalamt Solothurn

Schulgemeinde Mels

Auf das Wintersemester 1969/70 (Schulbeginn 27. Oktober 1969) suchen wir an die Primarschule Melsdorf je eine

Lehrkraft

für die Unterstufe – 1./2. Klasse – sowie die Mädchenabschlußklasse.

Gehalt: das gesetzliche nach kantonaler Verordnung plus Ortszulage.

Bewerberinnen und Bewerber werden freundlich eingeladen, ihre Anmeldungen mit den üblichen Unterlagen bis 15. Mai 1969 bei L. Hofmann, Schulspräsident, Birkenweg 6, 8887 Mels (Telefon 085 2 17 82) einzureichen.

Schulrat Mels

Zur Betreuung unserer jungen Auslandschweizer

in Ferienkolonien suchen wir sportliche und mit Freizeitarbeit vertraute

Leiter und Leiterinnen

mit pädagogischer Erfahrung. Ehepaare können eigene Kinder unentgeltlich mitnehmen.

Hilfsleiter und Hilfsleiterinnen

die bereits unterrichtet oder Jugendgruppen geleitet haben.

Zeit: Anfang Juli bis Anfang September – Kein Kochen – Tagesentschädigung – Reisevergütung – Unbedingt erforderlich sind gute Französisch-Kenntnisse.

Auskünfte und Anmeldung:

PRO JUVENTUTE / SCHWEIZERHILFE
Ferien- und Hilfswerk für Auslandschweizerkinder
Seefeldstraße 8, 8008 Zürich
Postfach, 8022 Zürich Telefon 051 32 72 44

Gerade Du

brauchst Jesus!

*Aufbewahren!
Ausschneiden!*

Höre auch Du täglich

über Radio Luxemburg, Mittelwelle 208 m oder Kurze Welle 49 m die frohmachende Botschaft von Jesus Christus durch das

Missionswerk Werner Heukelbach, 5281 Wiedenest

Sonntag	Montag	Dienstag	Mittwoch	Donnerstag
6.00 u. 7.15	5.45	6.00	5.30	5.30
Freitag	Samstag			
6.00	5.15 u. 6.00 Uhr			

A dire vrai, les obstacles et les menaces apparaissent considérables, mais si nous ne pouvons les espérer surmontés, le sujet même qui nous a réunis ne saurait être traité car alors il n'y aurait plus ni Etat, ni citoyens, au sens élevé que nous donnons à ces mots. Je suis certain qu'avec moi vous penserez que l'homme vaut mieux que cela et qu'il ne manque point de sujets et de causes d'espérance.

Respektlosigkeit – der Jungen oder der Alten?

von Hans Fürst, Kerzers

Es wird heute viel über die Respektlosigkeit der Jungen geklagt. Der Graben zwischen Jung und Alt ist weit geöffnet. Die Jungen wollen nicht mehr so wie die Alten.

Und doch sagt der Volksmund: «Wie die Alten sungen, so zwitschern die Jungen»

Gilt das heute nicht mehr?

Zwitschern heute die Jungen nicht mehr so, wie die Alten sungen? Das wäre eine unerhörte Neuerung, welche die auf technischem und wissenschaftlichem Gebiete erfolgten Neuerungen weit in den Schatten stellen würde. Wir möchten das aber bezweifeln. Trotz dieser gigantischen Fortschritte ist sich der Mensch in seinem körperlichen und seelischen Dasein gleich geblieben. Wenn man einem Menschen Nase und Mund verschließt, dann fängt er in Todesangst an zu zappeln, ganz gleich wie vor tausend Jahren.

So dürfen wir annehmen, daß die Jungen auch heute noch gleich zwitschern wie die Alten sungen.

Wie erklärt sich dann aber die Kluft, die Alt und Jung mehr und mehr zu trennen droht?

Wir wollen hier die Frage nur vom Gesichtspunkt des Respektes erörtern. Die Jungen haben keinen Respekt mehr. Das ist natürlich übertrieben. Es gibt auch heute noch viele Jungen mit Respekt, aber sie treten neben der sich viel lärmender und aufdringlicher beherrschenden Respektlosigkeit zurück. Im allgemeinen kann aber doch gesagt werden, daß heute die Respektlosigkeit der Jugend das sonst etwa übliche Maß überschreitet.

Wenn der Volksmund recht behalten soll, so müßte dieselbe Tendenz auch bei den Alten nachweisbar sein. Wir müssen uns also mit der Frage befassen, wie es denn punkto Respekt bei den Alten steht. Vor wem haben die Alten Respekt?

Das ist nun allerdings fast eine respektlose Frage. Darf man denn Alte nach Respekt fragen? Ist der Respekt nicht etwas ausschließlich für die Kinder, für die Jungen?

Der Respekt scheint aber nicht etwas zu sein, das dem Kinde in die Wiege gelegt wird, das einfach da ist. In die Wiege gelegt wird ihm eher die Angst. Und Angst und Respekt werden leicht verwechselt. Wenn Kinder Angst haben, finden die Eltern, sie hätten Respekt. Angst einjagen kann man den Kindern leicht, be-

sonders wenn sie noch klein sind. Respekt einjagen kann man ihnen aber nicht.

Respekt ist eine Frucht der Erziehung, eine Auswirkung des Vorbildes und muß vorgelebt werden.

Wenn also Jungen respektlos sind, so ist das ein Zeichen, daß ihnen Respekt nie – oder nicht in wirksamer Weise vorgelebt worden ist.

Wir müssen darum zu unserer Frage zurückkehren: Haben die Alten Respekt – und vor wem? Mit dieser Frage müssen wir uns befassen, so schwer es uns fallen mag. Es geht nicht an, über die Respektlosigkeit der Jugend zu klagen und selber keinen Respekt zu zeigen.

Vor wem haben wir Alten Respekt?

Die Ratlosigkeit, mit der die meisten von uns dieser Frage gegenüberstehen dürften, zeigt wohl an, daß wir diesen Respekt eben gar nicht haben. Wir bewundern vielleicht die Taten der Technik, die Leistungen der Wissenschaft, den Mut der Weltraumfahrer; wir beugen uns in Achtung vor dem materiellen Besitz, vor der Macht des Geldes; wir schätzen die Bequemlichkeiten und Annehmlichkeiten der modernen Zivilisation; wir überlassen uns den verführerischen Darbietungen der Massenmedien; wir denken mit Grauen an die Schrecken eines möglichen Atomkrieges – aber Respekt, Respekt ist das nicht.

Was ist denn Respekt?

Hat das vielleicht etwas zu tun mit dem Gefühl, das entsteht, wenn wir an einen Albert Schweitzer denken, an Mahatma Gandhi, an Martin Luther King, an Heinrich Dufour? Da sind wir dem Begriffe Respekt vielleicht etwas näher gerückt.

Und nun fragen wir weiter: Welche Rolle spielt die Achtung vor diesen Menschen in unserem Leben? In welchem Maße richten wir unser Handeln nach ihren Idealen?

Und nun müssen wir uns wohl geschlagen geben. Wir richten unser Handeln nach allen möglichen, nur nicht nach diesen Gesichtspunkten. Jedenfalls führt der Respekt in diesem Sinne in unserem Leben eine viel zu wenig überzeugende, eindrückliche Rolle. An ihm kann sich unsere Jugend nicht entflammen, und so bleibt er denn für sie auch wirkungslos.

Wie die Alten sungen, so zwitschern die Jungen. Man könnte zwar einwenden, das Gebahren vieler Jungen könne doch nicht von uns Alten stammen, wir hätten uns nie so aufgeführt. Dieser Einwand sieht aber am Wesentlichen vorbei. Es handelt sich bei diesem Unterschied bloß um eine Temperamentsfrage. Es ist klar, daß die Jugend der Respektlosigkeit einen anderen Ausdruck gibt als das Alter.

Wenn wir weiter gehen, so merken wir übrigens, daß es nur *einen* wahren Respekt gibt, den Respekt vor Gott und seinem Wort.

Gibt es eine Zeit, wo dieses Wort mehr mit Füßen getreten worden ist als heute?

Wir brauchen uns wahrlich über die Respektlosigkeit der heutigen Jugend nicht zu wundern. Die Jungen haben wohl den Respekt vor *uns* verloren, wir aber den Respekt vor dem *Herrgott*, und das ist schlimmer.